

Néolibéralisme et constructivisme

Par **Alain CAMBIER**

Docteur en philosophie, professeur en classes préparatoires, Faidherbe - Lille

La réflexion critique sur ce qui s'est passé depuis environ 30 ans – depuis Thatcher et Reagan – est loin d'être arrivée à maturité, mais elle s'avère absolument nécessaire tant le syndrome TINA¹ semble avoir neutralisé l'action politique. Le libéralisme est déjà en lui-même une idéologie si ambiguë que parler de néolibéralisme semble ajouter à la confusion. Une question fondamentale est pourtant de savoir si ce dernier n'est qu'une simple radicalisation du libéralisme classique.

Le libéralisme classique

Né au XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, le libéralisme fut une philosophie concomitante du développement de l'économie de marché où désormais la valeur d'échange prit le pas sur la valeur d'usage, parce que motivée par l'accumulation illimitée des richesses matérielles. Ce nouveau type d'économie fondé sur le principe du libre-échange apparut comme un puissant outil de modernisation des sociétés : il correspondit à l'émergence d'une nouvelle sphère constituée par la société civile, venant s'intercaler entre celle de la famille et celle de l'État. Le libéralisme a considéré que ce nouveau type d'économie devait non seulement affranchir l'homme de la puissance des choses, mais les libérer aussi des rapports sociaux fondés sur la propriété de l'homme (l'esclavage) ou de la propriété des revenus de son travail (le servage). Certes, on sait aujourd'hui que le passage à la condition salariale n'a pas nécessairement été porteur des espoirs que cette doctrine prétendait y trouver² et que le travail fut alors aliéné au capital, mais au volet économique venait également s'ajouter un volet politique. De ce point de vue, le libéralisme a été un adversaire résolu de l'absolutisme monarchique : il a préconisé aussi bien l'élection des représentants par le peuple souverain que la séparation des pouvoirs, seules garanties contre l'arbitraire. Plus globalement, le libéralisme milite pour une limitation du politique, puisque ce dernier relève d'une logique de puissance qui peut entraver les libertés individuelles. Cette philosophie congédie, dès lors, toute conception dogmatique ou autoritaire des valeurs : chacun reste le mieux à même de se fixer des fins, dans un contexte d'interdépendance sociale³. Alors qu'au départ – chez John

Locke⁴ –, les dimensions économique et politique de cette philosophie étaient inséparables et favorisaient l'esprit de tolérance et de contestation, force est de constater qu'en tant qu'idéologie le libéralisme économique est allé de pair avec un conservatisme éthique et politique et s'est détourné de son inspiration première.

La rupture opérée par le néolibéralisme

Loin d'être un ressourcement des principes du libéralisme classique, le néolibéralisme se présente plutôt en rupture avec plusieurs de ses thèses fondamentales. En particulier, la spécificité de cette idéologie postmoderne se cristallise en deux points : d'une part, elle instaure la suprématie de la logique du calcul économique en déniait toute autonomie aux autres champs de l'activité humaine ; d'autre part, elle vise à construire de toutes pièces un individu gestionnaire et stratège considéré comme la figure même de toute normalité. Wendy Brown a souligné ce double caractère : « Là où le libéralisme classique maintenait une distinction, et parfois même une tension, entre les critères de la morale individuelle ou collective et les actions économiques, le néolibéralisme façonne normativement les individus comme des acteurs entrepreneurs, et s'adresse à eux comme tels dans tous les domaines de la vie »⁵. Désormais, la logique économique prétend s'emparer de tous les domaines humains et impose sa puissance au détriment des autres sphères d'épanouissement de l'homme : la politique, le droit, la morale, l'art, la religion. Cet impérialisme de l'économie se traduit par la prééminence de la rationalité par calcul des moyens en vue de la satisfaction d'intérêts égoïstes, aux dépens de la rationalité symbolique ou « rationalité par valeurs »⁶ qui constituait jusqu'ici le fondement de toute société humaine. L'État et la justice sont eux-mêmes soumis à ce type réducteur de rationalité fondé sur les critères des coûts et des gains, au

¹ Pour reprendre la fameuse formule attribuée à Margaret Thatcher : « *There is no alternative* ». Sur les origines du néolibéralisme, cf. Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, éd. Gallimard-Seuil.

² Cf. le rapport du Dr Villermé, dans la première moitié du XIX^{ème} siècle. Karl Polanyi a appelé cette période le *Satanic mill* : « La fabrique du diable qui écrasa les hommes et les transforma en masses », *La Grande transformation*, éd. Gallimard.

³ Le libéralisme a découvert un nouveau type de cohésion sociale, comme l'ont souligné tour à tour Karl Polanyi, Louis Dumont, Pierre Rosanvallon et Marcel Gauchet : « Le primat de l'individu, ce n'est absolument pas l'absence du social, c'est même une idée extrêmement déterminée de la société », *La Condition politique*, p. 418.

⁴ John Locke, *Deuxième traité du gouvernement civil*, éd. GF, 1690.

⁵ Wendy Brown, *Les Habits neufs de la politique mondiale, Néolibéralisme et néo-conservatisme*, éd. Les Prairies ordinaires, 2007.

⁶ Le clivage entre rationalité par calcul des moyens les plus efficaces pour l'accomplissement d'un but et « rationalité par valeurs » a été théorisé par Max Weber.

point que l'extension de l'impératif de gestion managériale au secteur public conduit à la dénaturation de ses valeurs. La « *Révision Générale des Politiques Publiques* » n'est qu'un exemple parmi d'autres de cet aveuglement qui, sous prétexte de moderniser le fonctionnement du service public, conduit à perdre de vue ses finalités.

Le recours au constructivisme

Mais le plus étonnant est que ce néolibéralisme tourne le dos à la confiance que le libéralisme classique avait mis dans l'esprit d'interaction et de protestation dont la société civile était le creuset. Cette confiance consistait à refuser tout autoritarisme contre-nature (Locke), à respecter la « nature des choses » (Montesquieu), à croire aux possibilités d'une autorégulation des échanges par une « main invisible » en vue d'un intérêt collectif (Adam Smith). Il prenait acte de la présence d'un donné irréductible de la nature humaine et d'une interdépendance fondamentale des individus entre eux, fondée sur la division du travail : cette idée d'individus-partenaires et « transacteurs » se retrouvait dans la notion juridique de contrat et surtout dans celle de marché – son envers économique silencieux qui correspond à l'intériorisation de l'interdépendance⁷. En même temps que la reconnaissance de l'individu, le libéralisme classique suppose un au-delà des individus que ceux-ci ne maîtrisent pas, c'est-à-dire une hétérotélie. Avant ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Adam Smith avait écrit une *Théorie des sentiments moraux*⁸ qui faisait d'une sourde affectivité involontaire – la sympathie – le liant fondamental de la société humaine. Or, à la reconnaissance d'une part d'opacité, d'« invisibilité », dans les échanges humains, le néolibéralisme oppose l'exigence d'une visibilité totale qui culmine dans la visée d'un auto-contrôle parfaitement transparent des individus. Son but est d'abord de disposer tous les pouvoirs en vue de « produire » un individu atomisé, conforme aux exigences économiques censées s'imposer partout. Ainsi, le paradoxe du néolibéralisme se tient dans cette prétention à modeler artificiellement, à sa façon, un « homme nouveau », totalement « économique » et désocialisé. Désormais, l'État comme l'Union Européenne se donnent pour tâche de programmer, dans tous les domaines, le comportement d'un *Homo oeconomicus utilis* censé être le modèle accompli d'une humanité enfin « opérationnelle ». La subtilité est qu'il ne s'agit pas ici de procéder à la façon grossière des idéologies totalitaires, mais en instillant dans la conscience des individus ce comportement-type afin qu'ils en arrivent à se construire eux-mêmes selon ce modèle-standard. De ce point de vue, la promotion de la figure de l'auto-entrepreneur nous en donne un exemple emblématique⁹. Dès lors, il ne s'agit pas d'instituer des

normes, mais de « conduire les conduites », de mettre en œuvre des procédés, des règles, des disciplines dont le critère n'est plus un idéal à atteindre, mais celui de l'efficacité. Comme l'avait pointé Michel Foucault, « il faut plutôt voir dans les disciplines une sorte de contre-droit »¹⁰. Alors que le libéralisme classique prétendait libérer les forces inventives de l'homme, le néolibéralisme recherche son « formatage » par le biais de la gestion économique, afin qu'il assure en fin de compte lui-même sa propre surveillance et produise sa propre aliénation. L'idéal éthique de la maîtrise de soi est ici à ce point galvaudé qu'il perd toute dimension métaphysique¹¹ et se réduit strictement à celui d'un calcul des coûts qui relève exclusivement de l'entendement abstrait.

La fongibilité du réel

L'enjeu du néolibéralisme n'est pas seulement – comme l'a souligné Wendy Brown – de conduire à la « dé-démocratisation » politique, mais d'engendrer un processus de déréalisation : aussi bien de la société que de l'homme lui-même¹². Non seulement le néolibéralisme provoque le repli sur soi, mais il appauvrit le champ de la réalité objective et notre attachement à un monde commun, en faisant apparaître comme non-rentable toute une série de conduites pourtant fondamentales de la condition humaine et en rabattant l'individu sur un égoïsme possessif, suspendu au fantasme d'une maîtrise économique totale de la vie. La définition du capitalisme comme « destruction créatrice » par Schumpeter trouve ici son aboutissement caricatural, avec le triomphe néolibéral d'un capitalisme financier spéculatif qui détruit le capitalisme industriel. Alors que l'économie néolibérale revendique la mondialisation de l'économie, nous assistons plutôt à une véritable « démondialisation » de l'homme, puisque l'hégémonie de la puissance de l'argent rend tous les acquis humains fongibles. Ce rétrécissement des horizons implique également la perte du sens. Si l'homme est bien toujours en « dette de sens », le triomphe du pragmatisme opérationnel conduit à l'obscurcissement définitif des fins. Simmel l'avait pressenti : « Telle est la destinée de l'humain sans amarres qui a abandonné ses dieux, et dont la 'liberté' ainsi gagnée ne fait qu'ouvrir la voie à l'idolâtrie de n'importe quelle valeur passagère ». Désespérément en manque de sens, l'homme postmoderne s'est émancipé des « dieux » (Götter), pour s'aliéner à des « idoles » (Götzen)¹³. ■

« de substituer à chaque instant, à l'*homo oeconomicus* partenaire de l'échange, un entrepreneur de lui-même, étant à lui-même son propre capital, étant pour lui-même son propre producteur, étant pour lui-même la source de ses revenus », *Naissance de la Biopolitique*, éd. Gallimard-Seuil, p. 232.

¹⁰ Michel Foucault, *Surveiller et punir*, éd. Gallimard, p. 224.

¹¹ Comme c'est le cas chez Hans Jonas dans *Le Principe responsabilité*, éd. du Cerf, p. 30.

¹² Cette déréalisation de l'homme est une nouvelle variante de ce que Rousseau appelait déjà « l'homme de l'homme ».

¹³ Georg Simmel, *Introduction aux sciences morales*, p. 167, dans *Georg Simmel Gesamtausgabe*, Suhrkamp, 1989.

⁷ Cf. Pierre Rosanvallon, *Le Capitalisme utopique*, éd. Points-Essais, n° 385.

⁸ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, éd. GF, 1776 ; *Théorie des sentiments moraux*, éd. PUF, 1759.

⁹ Michel Foucault avait très bien anticipé en pointant l'objectif du néolibéralisme